



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
3 juin 2015  
Français  
Original : anglais

---

### **Lettre datée du 3 juin 2015, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Albanie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que, les 19 et 20 mai 2015, les ministres des Balkans occidentaux et les dignitaires de pays et d'organisations partenaires, notamment l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Conseil de coopération régionale et l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les représentants des collectivités locales, de la société civile et du secteur privé, se sont réunis à Tirana à l'occasion d'un sommet régional sur la lutte contre l'extrémisme violent.

Eu égard à l'importance croissante accordée à la lutte contre les causes profondes de l'extrémisme violent aux niveaux mondial, régional, national et local en vue de prévenir la radicalisation, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et des conclusions du sommet régional (voir annexe) comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Ferit **Hoxha**



**Annexe à la lettre datée du 3 juin 2015 adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de l'Albanie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Sommet régional des Balkans pour la lutte  
contre l'extrémisme violent**

**Tirana, les 19 et 20 mai 2015**

**Conclusions du Président**

Les ministres des Balkans occidentaux et les dignitaires de pays et d'organisations partenaires, notamment l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Conseil de coopération régionale et l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les représentants des collectivités locales, de la société civile et du secteur privé, se sont réunis à Tirana les 19 et 20 mai à l'occasion d'un sommet régional sur la lutte contre l'extrémisme violent. Cette réunion, annoncée par l'Albanie lors d'un sommet sur la lutte contre l'extrémisme violent qui s'est tenu à Washington le 19 février, a mobilisé les efforts de lutte contre l'extrémisme violent au niveau local et mis l'accent sur les éléments les plus pertinents pour les Balkans occidentaux du programme d'activités de suivi du sommet du 19 février. Les participants se sont livrés à un débat ouvert, dans un esprit de collaboration, avec pour objectif d'élaborer de nouvelles stratégies et des programmes et initiatives concrets qui seraient annoncés lors d'un sommet de dirigeants sur la lutte contre l'extrémisme violent qui se tiendra à New York en septembre 2015.

Au cours du débat, ils ont notamment :

a) Insisté sur le fait qu'aucun pays de la région n'était à l'abri du danger posé par le terrorisme, en particulier par les combattants terroristes étrangers se qui se rendent en Iraq et en Syrie et en reviennent, et par l'extrémisme violent en général, et souligné la manière dont le retour de ces combattants chez eux, où ils s'employaient à recruter d'autres combattants, était source de réelles vulnérabilités pour les Balkans et l'Europe;

b) Mis l'accent sur leur engagement à lutter contre l'extrémisme violent sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations pouvant mener au terrorisme, ainsi qu'à s'attaquer aux causes de cet extrémisme;

c) Noté avec satisfaction les progrès accomplis dans le renforcement des capacités et des cadres législatifs, institutionnels et opérationnels visant à lutter contre le terrorisme et contre le problème des combattants terroristes étrangers tout en protégeant les droits civils et les libertés;

d) Souligné qu'il importait de renforcer encore la coopération régionale dans ce domaine, en se félicitant de la conférence régionale ouverte à tous que le Gouvernement serbe avait organisée les 29 et 30 avril en vue d'examiner les problèmes communs à l'ensemble de la région en matière de lutte contre le terrorisme et d'approfondir la coopération régionale autour de ces problèmes; de la réunion organisée conjointement par le Gouvernement slovène et l'Union européenne en octobre 2014 sur les problèmes liés à la lutte contre le terrorisme,

notamment contre l'extrémisme violent, dans les Balkans; de la conférence, prévue pour septembre 2015, organisée conjointement par le Conseil de l'Europe et le Gouvernement bosniaque sur la dimension religieuse du dialogue interculturel, axée sur la prévention de la radicalisation;

e) Engagé les organisations régionales telles que l'OSCE et le Conseil de coopération régionale à continuer de jouer un rôle actif dans la promotion de la coopération et à intensifier leur mobilisation en faveur du renforcement des capacités et de la sensibilisation;

f) Réaffirmé le rôle de l'ONU dans les initiatives de lutte contre l'extrémisme violent, rappelé que la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies procurait un cadre complet pour mettre fin aux conditions qui favorisaient la propagation du terrorisme, et reconnu les engagements pris au titre de la résolution 2178 (2014) du Conseil de sécurité, se félicitant de l'attention accordée au rôle des populations locales dans la lutte contre l'extrémisme violent;

g) Souligné que la manière la plus efficace de régler ces problèmes consistait à adopter une stratégie globale qui permette de définir et d'élaborer un large éventail d'instruments respectueux des droits visant à combattre les causes profondes de l'attrait exercé par l'extrémisme violent et de sa propagation;

h) Constaté de nouveau que la prévention et la lutte contre la propagation de l'extrémisme violent nécessitaient des efforts localisés, spécialisés et intensifiés, ce qui impliquait d'autonomiser davantage les acteurs locaux, à savoir les autorités municipales, les jeunes, les familles, les membres marginalisés de la population, les chefs religieux et culturels et les responsables de l'éducation, et d'adopter des méthodes adaptées, qui tiennent notamment compte des cultures locales et des croyances religieuses;

i) Reconnu que les femmes aussi étaient susceptibles d'être radicalisées, étaient actives au sein de groupes terroristes et servaient en tant que combattantes terroristes étrangères, souligné le rôle important que jouaient les femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent et déclaré s'engager à intégrer les femmes aux efforts déployés à cette fin;

j) Souligné qu'il importait d'élaborer des stratégies et des plans d'action nationaux complets de lutte contre l'extrémisme violent, dont la conception et la mise en œuvre fassent intervenir divers organismes publics nationaux ainsi que des représentants des autorités municipales et de la société civile, et engagé l'ONU, l'OSCE, le Centre international d'excellence pour la lutte contre l'extrémisme violent et d'autres partenaires internationaux à aider au renforcement des capacités des gouvernements intéressés par l'élaboration de ces dispositifs;

k) Mis l'accent sur la nécessité d'œuvrer de concert pour mieux comprendre la nature exacte de la menace que faisait peser l'extrémisme violent aux niveaux local et régional, notamment en favorisant la recherche, l'analyse et le partage de l'information au niveau local sur les causes de l'extrémisme violent sous toutes ses formes, chez tous les groupes de la société, y compris les femmes et les jeunes, et sur le meilleur moyen de combattre ces causes, et déclaré être intéressés par la mise en place d'un réseau régional de sensibilisation à la radicalisation pour lutter contre l'extrémisme violent, qui pourrait suivre le modèle du réseau européen de sensibilisation à la radicalisation de la Commission européenne et d'autres réseaux de recherche ou de formation pertinents;

l) Réaffirmé que le respect des droits de l'homme devait être au centre de toute stratégie efficace de lutte contre l'extrémisme violent, déclaré s'engager à renforcer la protection des droits fondamentaux de tous les habitants de la région, notamment des membres de minorités ethniques et religieuses, et souligné, à cette fin, qu'il importait de resserrer les liens entre les forces de l'ordre et les populations qu'elles étaient censées servir, sachant que les violations des droits de l'homme pouvaient nourrir cette menace;

m) Souligné que les responsables des administrations publiques à tous les niveaux devaient se garder de prendre des mesures qui alimentaient ou exploitaient les tensions ethniques ou marginalisaient des membres de groupes minoritaires;

n) Reconnu qu'il importait de mettre au point des méthodes de gestion du risque posé par les combattants terroristes étrangers sur le retour reposant sur des poursuites judiciaires ou, éventuellement, sur des programmes de réinsertion ou sur le recours à d'autres moyens extrajudiciaires fondés sur l'état de droit, et souligné leur volonté d'élaborer des programmes nationaux s'appuyant sur les bonnes pratiques de l'ONU et d'autres entités internationales, telles que le Forum mondial de lutte contre le terrorisme;

o) Mis l'accent sur les messages destructeurs véhiculés par les extrémistes violents et sur la nécessité d'intensifier les efforts de résistance au moyen de contre-discours, portés par les populations, qui fassent entendre des voix authentiques et crédibles et d'exploiter à cet égard le pouvoir et la portée des médias sociaux afin d'opposer aux messages des extrémistes violents un discours positif de substitution et, ainsi, d'ôter toute légitimité aux idéologies extrémistes violentes;

p) Insisté sur l'importance du renforcement de la résistance des populations à la propagation de l'extrémisme violent et sur la nécessité d'élargir les services sociaux et d'offrir des perspectives éducatives et économiques, en particulier aux membres des groupes marginalisés et aux jeunes, afin de répondre aux besoins des plus vulnérables, et souligné la nécessité d'étendre les programmes qui favorisaient l'autonomisation des jeunes, promouvaient l'esprit d'entreprise, ouvraient des perspectives économiques, renforçaient l'éducation civique et nourrissaient une culture de tolérance et de non-violence.

Au cours du débat, les participants ont mis en avant des mesures concrètes qui pouvaient être prises en vue de renforcer les initiatives nationales et régionales contre l'extrémisme violent dans les Balkans occidentaux, et se sont engagés à œuvrer de concert afin de progresser dans la lutte contre les causes de cet extrémisme en prévision du sommet des dirigeants prévu en septembre 2015 à New York et une fois ce sommet passé. Il s'agira notamment :

a) De choisir des points de contact au sein des gouvernements de chaque pays de la région pour la lutte contre l'extrémisme violent;

b) D'élaborer des stratégies de lutte nationales et ouvertes, dont la conception et la mise en œuvre feront intervenir les autorités municipales, la société civile et le secteur privé;

c) De définir et d'appuyer des projets menés par la population locale et la société civile, notamment les jeunes, les femmes et les chefs religieux, dont l'objectif sera de combattre les causes de l'extrémisme violent au niveau local et d'agir parmi les populations exposées au risque de recrutement et de radicalisation;

d) De mettre en place un réseau de sensibilisation à la radicalisation dans la région des Balkans, s'inspirant de l'expérience de l'Union européenne et d'autres partenaires pertinents, par lequel seront reliés les acteurs locaux et nationaux de la lutte contre l'extrémisme violent et les chercheurs analysant ses causes locales et les interventions efficaces à son encontre;

e) De lancer un réseau d'acteurs de la société civile pour la lutte contre l'extrémisme violent dans la région des Balkans, axé sur la jeunesse, qui pourra être relié à d'autres réseaux similaires en cours de création dans d'autres régions, dans le but de s'assurer que les acteurs aux premières lignes de la lutte soient bien connectés et puissent échanger les bonnes pratiques les plus innovantes;

f) De recenser les maires et autres dirigeants municipaux de la région qui seraient prêts à rejoindre un réseau mondial de villes et de dirigeants pour la lutte contre l'extrémisme violent, qui sera lancé au troisième trimestre de 2015;

g) De mettre au point ou d'étendre des programmes d'action contre la radicalisation dans les prisons et de promotion de la réadaptation et réinsertion des délinquants extrémistes violents, notamment des combattants terroristes étrangers sur le retour, en s'appuyant éventuellement sur les bonnes pratiques et les connaissances spécialisées issues de l'ONU et du Forum mondial de lutte contre le terrorisme;

h) De renforcer la capacité des organisations de la société civile et d'autres partenaires non gouvernementaux de la région d'utiliser les médias sociaux et autres outils technologiques afin de mieux faire entendre un discours positif de substitution à ceux, remplis de haine et de violence, propagés par Daech et d'autres groupes extrémistes violents;

i) D'œuvrer avec le secteur privé pour proposer un accompagnement vers l'emploi, sous forme de mentorat, de stages ou de formation professionnelle, qui ouvre des perspectives économiques et sociales et renforce la capacité de résistance à la radicalisation.